

LE JOUR, 1954
17 NOVEMBRE 1954

AIDE-MEMOIRE POUR DES NEGOCIATEURS DESABUSES

Au moment où la conversation avec la Syrie sur les sujets économiques reprend, il est opportun de montrer l'économie libanaise sous le jour favorable sous lequel, manifestement, elle se présente.

Le marché commercial est plus satisfaisant cet automne qu'il ne l'a été depuis plusieurs années. Les recettes douanières de l'exercice en cours sont en sensible progrès. Le commerce extérieur, dont le Liban vit et que la liberté alimente, est plein de possibilités et de promesses.

Le budget est en suréquilibre ; le Trésor est mieux qu'à l'aise ; la monnaie est – M. Farley, directeur du Point IV le reconnaissait l'autre soir, publiquement, à la tribune du Cénacle Libanais – une des rares monnaies convertibles, une des monnaies les plus solides du monde. Les qualités d'une monnaie, c'est surtout en vue des jours difficiles qu'il faut les considérer ; si le ciel est serein aujourd'hui, il peut être orageux demain.

La circulation monétaire au Liban a augmenté dans la proportion du sixième, à peu près, depuis janvier, dans les conditions les plus saines. Il n'y a pas trace d'inflation, tout est couvert surabondamment. Le crédit est facile sans être téméraire. Et le résultat de l'abondance monétaire est cet état d'euphorie dont bénéficient la propriété immobilière et le petit nombre de valeurs mobilières qui nous restent. Parallèlement, les hôtels sont pleins ; et le détaillant, après le grossiste, travaille. Le Liban, sur le plan matériel, remplit raisonnablement sa fonction de havre paisible, de refuge.

Les Libanais, sur le plan de l'économie, se sont défendus tout seuls et, comme d'habitude, admirablement. Ils ont vraiment fait de notre petit pays la porte d'un continent. L'avenir justifie les plus grands espoirs pourvu que ceux qui nous gouvernent n'entravent pas la marche de la vie. Mais l'on sait que nos finances sont dans des mains fermes et sages. Le ministre des Finances s'est comporté jusqu'ici avec une pondération à laquelle volontiers nous rendons hommage.

Nous ne pouvons pas imaginer un instant que le département de l'Economie nationale sacrifiera à des considérations sentimentales les intérêts vitaux du Liban. L'économie libanaise ne peut, sans risquer d'étouffer, s'attacher par des chaînes à aucune autre.

Nous rappellerons enfin – et ce n'est pas la première fois – que ce qui est mal en point dans le système qui nous régit, c'est l'agriculture. L'agriculture libanaise, qui est politiquement l'épine dorsale de ce pays, est mise délibérément, par les accords libano-syriens en vigueur, dans une position d'infériorité qui s'aggrave d'année en année. Alors que nos voisins se défendent comme on sait contre notre commerce et notre industrie, notre agriculture est mise à leur merci, littéralement, parce que les salaires chez nous sont plus élevés et que les terres irriguées, chez nous, sont rares. L'agriculture libanaise n'est pas défendue et c'est contre l'abandon tragique où elle est que nous nous élevons.

Le tableau, devant le négociateur libanais, se présente comme nous le présentons. Nous espérons que ceux qui négocieront pour nous (comme en face de nous) ne le déformeront pas par un jeu devenu classique d'artifices et d'illusions.

En bref, il n'y a pas « à normaliser », comme on dit, ce qui est normal par nature ; ce qui est conforme à la nature des choses. Entre les Syriens et nous, amitié et bonne volonté doivent assurer des liens permanents et fraternels dans la liberté réciproque.